

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 28 février 1968

La séance est ouverte à deux heures et demie.

[Français]

LES FINANCES

REMPLACEMENT DES SOMMES D'ARGENT IMPLIQUÉES DANS LE REJET D'UNE MESURE FINANCIÈRE

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser.

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. L'honorable député pourrait peut-être attendre l'appel de l'ordre du jour.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Grégoire: Je m'excuse, monsieur l'Orateur; je ne voulais pas prendre de risque.

J'aurais une question à poser à l'honorable ministre des Finances. Peut-il nous dire si son ministère a pris une décision concernant les nouvelles mesures à apporter pour remplacer le bill C-193, et a-t-il l'intention de faire une déclaration à ce sujet aujourd'hui?

M. l'Orateur: La question de l'honorable député est évidemment très intéressante, mais je lui fais remarquer qu'elle se rapproche un peu trop du débat présentement en cours et ne devrait donc pas être posée maintenant.

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

Je sais qu'avant même que je pose une question, vous acceptez difficilement que quelques questions soient posées aujourd'hui comme cela s'est fait hier.

Je voudrais vous faire remarquer, en vertu de mon rappel au Règlement, que, justement, ma question ne se rapporte pas au débat mais peut l'influencer. De plus, le ministre ne peut plus prendre la parole sur le débat, et c'est pourquoi nous voulons obtenir les renseignements...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Grégoire: Puis-je demander à l'honorable ministre des Finances s'il a l'intention de faire une déclaration avant le vote de confiance relativement aux mesures...

M. l'Orateur: Je crois que cette question ne peut être posée maintenant, car elle se rapproche trop du débat qui se poursuit présentement.

M. Grégoire: Alors, si vous me le permettez, monsieur l'Orateur, je poserai ma question d'une autre façon, de manière qu'elle ne se rapporte pas au débat.

L'honorable ministre peut-il dire à la Chambre si, dans les nouvelles mesures qu'il entend prendre, la question de l'augmentation de l'impôt sur le revenu est définitivement éliminée?

M. l'Orateur: Cette question pourrait être posée plus tard. Je ne crois pas qu'il soit possible de l'accepter maintenant.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

ON DEMANDE SI DES PLAINTES ONT ÉTÉ REÇUES AU SUJET DES FORMULES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Alors, monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser à l'honorable ministre du Revenu national.

Peut-il nous dire s'il a reçu des plaintes concernant les formules de déclaration d'impôt sur le revenu des particuliers, qui sont de plus en plus compliquées, et s'il a l'intention de remédier à cette situation?

M. l'Orateur: Je ne veux pas faire d'obstruction, mais l'honorable député reconnaîtra, encore une fois, qu'il ne s'agit pas là d'une question urgente et que, de plus, dans les circonstances présentes, la Chambre est très désireuse de reprendre l'étude de la motion dont elle est présentement saisie. Pour cette raison, je ne puis permettre que cette question soit posée maintenant.

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège.

Vos décisions semblent être rendues en fonction du présent débat. A mon avis, cela ne devrait pas entrer en ligne de compte, parce que le débat...

M. l'Orateur: Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une question urgente et, de plus, la décision de la présidence, dans un tel cas, ne peut pas faire l'objet d'un débat.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—LES ENGAGEMENTS DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'aurais une autre question à poser à l'honorable ministre de la Défense nationale, dans le genre des autres questions permises antérieurement.